

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Les voies inter-quartiers, ces oubliées du développement

ÉTROITES, accidentées et impraticables. C'est l'état de certaines ruelles qui relient quelques quartiers de Libreville. Une situation qui met en difficulté les populations, tant l'accès à bord d'un véhicule y est presque impossible.

Isaac MUKETA MUELE
Libreville/Gabon

RÉSULTANT de l'absence d'études préalables d'urbanisation, la plupart des voies inter-quartiers ont été créées de façon spontanée par les populations elles-mêmes lors de leur installation dans ces différentes zones. Il s'agit parfois de pistes qui, au fil du temps, se sont transformées en routes tout en gardant leur aspect "sauvage".

Guillaume Pépé habite Derrière-l'Enset. Au volant de son véhicule, il s'est rendu, il y a quelques jours et pour la première fois, au quartier Awoungou, dans le 1er arrondissement de la commune d'Owendo. Après avoir quitté la rue principale, il constate que le linéaire de la voie sur laquelle il se retrouve a tout d'une piste d'éléphant. Ce qui l'oblige à garer son engin, à en décharger le contenu et à poursuivre le chemin à pied. "C'est quand même une route qui relie les deux quartiers d'Awoungou et d'Alénakiri. Elle devait faire l'objet d'attention pour faciliter la vie aux riverains. D'ailleurs, si la plupart de ces routes étaient ouvertes et praticables, la circulation des biens et des personnes serait fiable. Et on ne connaîtrait pas le phénomène des quartiers sous-intégrés", fait-il observer.

"Je suis contrainte de mettre mes bagages sur la tête. Car, à cause du mauvais état de la route, même la brouette a du mal à rouler"



Une route accidentée au quartier Awoungou.

Mais l'amélioration de l'état des routes inter-quartiers n'est pas pour aujourd'hui. Même si, dans certaines zones comme Terre-nouvelle au Pk7 ou Montallier à Nzeng-Ayong, quelques travaux ont été réalisés. Ailleurs, dans la presque majorité des arrondissements, les populations peinent à rallier les voies principales pour vaquer à leurs occupations quotidiennes ou accéder facilement à leurs domiciles. "La route qui mène chez moi est dans un très mauvais état. Je suis obligé de garer mon véhicule loin de mon domicile. Nous sommes plusieurs, dans le quartier, dans cette situation depuis des années. Cela nous coûte cher. Car, nous payons journalièrement 500 francs comme frais de gardiennage auprès des veilleurs de nuit. Nous n'avons pas le choix, privés comme nous

sommes de ce droit de bénéficier d'une bonne route", se plaint Isidore, cadre de l'Éducation nationale résidant à Awoungou-Carrière. Colette estime, quant à elle, que la vie n'est pas facile pour ceux qui habitent les quartiers dépourvus de routes praticables en toute saison. "Moi par exemple, le taxi me laisse ici à fin goudron lorsque je le prends en course après avoir effectué mon marché. Je suis obligée de mettre mes bagages sur la tête. À cause du mauvais état de la route, même la brouette a du mal à rouler. C'est pénible. Et avec ça, les politiques parlent souvent de développement, d'amélioration de conditions de vie, etc. C'est de la pure démagogie!", fulmine-t-elle.

Prendre le taureau par les cornes

IMM
Libreville/Gabon

LE phénomène des quartiers sous-intégrés, dans la plupart des grandes villes de notre pays, serait le corollaire des manquements de l'urbanisme", analyse un observateur avisé du développement des zones d'habitation. Or pour venir à bout d'un tel type d'habitat dans la capitale gabonaise, il va falloir désenclaver ces quartiers : ouvrir, entretenir et développer les routes tertiaires de connexion. Ce qui permettrait aux populations de circuler librement et de bénéficier d'un minimum d'avantages de nature à améliorer leurs conditions de

vie. Mais cela n'est possible que si les administrations de proximité que sont les mairies d'arrondissements se montrent sensibles aux cris de leurs populations. Quelles prennent le taureau par les cornes en inscrivant sur leurs lignes budgétaires le financement des projets d'urbanisation et des routes inter-quartiers. "Il est quand même regrettable de constater que certains responsables municipaux, malgré leur longévité au poste, ne regardent pas ce problème. Nous nous demandons souvent quels sont les projets et le travail des maires d'arrondissement, à part la signature des actes administratifs", s'insurge Y. M., fonctionnaire à la retraite.